

L'armée belge est-elle capable de re

Après plus de trente années de désinvestissement continu, les dépenses de défense sont reparties à la hausse dans le sillage de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Theo Francken pousse encore à accélérer le rythme. Mais la consolidation et le réarmement prendront plusieurs années.

PHILIPPE DE BOECK
PASCAL MARTIN
(AVEC A.S.E)

Combien de jours l'armée belge pourrait-elle tenir en cas d'attaque ? Aucune source officielle ne veut se prononcer sur cette question qui invoque le principe de l'article 5 de l'Otan, lequel prévoit une réponse commune en cas d'attaque contre un Etat membre de l'Organisation transatlantique.

S'il faut en croire certains militaires, dans le cadre d'un conflit conventionnel, l'armée belge ne résisterait que quelques jours, voire quelques heures dans l'état actuel des choses. Pourquoi ? Parce que les gouvernements successifs ont désinvesti massivement ces trente dernières années en pensant que l'Europe ne connaîtrait plus jamais de conflits armés.

En 14-18, si la Belgique avait résisté durant quatre ans dans le Westhoek, le reste du pays était occupé. Et en mai 1940, l'armée belge a tenu 18 jours avant de capituler.

Pour le président du principal syndicat militaire, l'armée belge dans sa composante actuelle serait incapable de défendre notre territoire. « On a une armée de 25.000 hommes mais elle n'est pas pleinement opérationnelle. On n'a pas assez de gens pour remplir les missions que l'Otan attend de nous. On parvient péniblement à remplir une brigade (environ 5.000 hommes, NDLR). Défendre le pays, défendre le territoire, on en est loin aujourd'hui. »

« L'Otan nous demande d'augmenter »

La capacité de défense d'un pays s'évalue selon plusieurs critères : budget de dépenses de défense (la Belgique est à 1,3 % du PIB soit 5,1 milliards), technologies militaires à disposition, nombre de militaires, matériel et équipement.

Selon le dernier rapport *The Military Balance 2024*, qui traite et analyse les données militaires publiques, l'armée belge est 64^e d'un classement de 145 pays en matière de forces militaires. Seuls le Luxembourg, l'Irlande, la Slovaquie, l'Estonie, la Lituanie et l'Autriche sont derrière nous au niveau de l'Union européenne.

Au niveau des effectifs, le nombre de militaires d'active est aujourd'hui de 25.000 hommes et femmes. On peut y ajouter les 6.400 réservistes pour arriver à un total de 31.400 pour une population de quasi 12 millions d'habitants.

Problèmes de recrutement

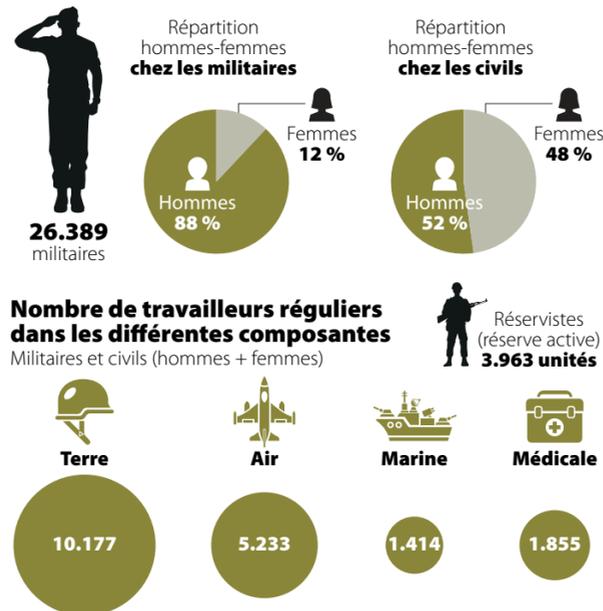
Fin de l'année dernière, 11.000 personnes avaient postulé à l'armée pour 4.000 places. Pour 2025, l'armée espère recruter 4.500 candidats.

« Dans la partie carrière qui suit la phase de candidature, la formation et le stage en unité, l'attrition est très faible : un peu plus d'un pour cent... Mais dans la phase qui précède, 30 à 35 % des candidats nous quittent. Mais la candidature (la période d'instruction avant d'être affecté à une unité, NDLR) va de dix-huit mois à cinq ans en fonction de la catégorie de personnel et du métier », expliquait, lors d'une interview au *Soir* en septembre dernier, le général Thierry Esser, responsable du département des ressources humaines de la Défense.

Chaque année, 250 militaires d'active demandent de quitter la défense hors départs à la pension. L'armée est confrontée à une pyramide des âges assez élevée et de nombreux départs à la pension (fixée à 56 ans). L'augmentation

Les effectifs de l'armée belge

Situation au 1^{er} janvier 2025



graduelle de l'âge de départ à la pension qui figure dans l'accord de gouvernement pourrait modifier l'attractivité du métier pour certains.

Comme on n'a pas recruté durant toute une longue période pour faire des économies, il y a un déficit énorme entre les jeunes et les vieux. D'après plusieurs sources militaires, un des principaux problèmes de l'armée est lié au manque de main-d'œuvre spécialisée, des mécaniciens et des techniciens essentiellement.



Le règlement du problème financier est sur la bonne voie

Alain De Neve
Chercheur à l'Institut royal supérieur de défense

”

autour de 7 % du minimum requis. Nous pouvons les réduire encore davantage, jusqu'à 0 %, mais les soldats devront alors crier "Pan ! Pan !" lors des exercices. »

Désormais ministre de la Défense, il doit apporter une solution au problème qu'il identifiait avec ironie. Tous les militaires et les experts que nous avons contactés s'accordent pour dire que le manque de munitions est effectivement criant. « Les stocks sont vides, faute d'avoir été alimentés depuis la fin de la guerre froide en dépit des avertissements adressés par l'Otan à la Belgique », résume un gradé. Il livre cette image saisissante : « S'il fallait déployer deux groupes de combattants, soit 300 hommes, ils auraient de quoi tenir quatre ou cinq jours. »

Mais la volonté du gouvernement De Wever de mettre 4 milliards d'euros chaque année sur la table d'ici à 2029 pour réarmer le pays ne résoudra pas tout. Car il ne suffit pas d'acheter. Les délais de commande des munitions sont longs, très longs. Pêle-mêle, selon nos interlocuteurs, « six à 18 mois pour des munitions légères », « quatre ans pour

des obus de char », « huit ans pour un missile ». Sans parler des équipements antiradar, des batteries antiaériennes, des missiles air-sol...

L'incapacité de l'industrie de l'armement à produire davantage et plus vite explique ces délais fatalement inaudibles lorsque la guerre se rapproche. « Le règlement du problème financier est sur la bonne voie », constate Alain De Neve, chercheur à l'Institut royal supérieur de défense (IRSD). « La question en amont est la mise en place d'unités de production capables de suivre le rythme, car actuellement, elles sont sous-dimensionnées. »

C'est un paradoxe : pour survivre en temps de paix, les producteurs de munitions ont dû se diversifier dans des produits à usage civil. Dans le terrestre, dans l'aérien... Ils ont par la même occasion mis moins de moyens au service de leur activité première. « Aujourd'hui, pour réinvestir, ils veulent avoir la garantie qu'on ne va pas inverser à nouveau la vapeur dans cinq ans. Ils exigent une feuille de route. Ne plus acheter aux Américains est susceptible de leur donner les gages qu'ils peuvent avancer. »

Tout cela va donc prendre du temps. « C'est vrai, mais accélérer n'est pas impossible », relève Marc Thys, général à la retraite, coauteur de l'ouvrage *Vrede in tijden van oorlog* (Ed. Ertsberg). « Au début, il fallait quatre jours pour produire un véhicule blindé Griffon, contre un jour maintenant. Il y a quatre ou cinq ans, une pièce d'artillerie était produite tous les mois. Aujourd'hui, le même travail prend quatre jours. » « Oui mais », fait pour sa part valoir un gradé qui a tenu à rester anonyme, « les usines livrent d'abord les grands Etats, ceux qui passent de grosses commandes et ont un poids géopolitique important. La Belgique est en fin de file d'attente. »

Disposer de stocks de munitions à la hauteur se résume à permettre d'évoluer sur le champ de bataille. « Pour que les soldats belges puissent retrouver les capacités de mise en œuvre, se coordonner, être en accord lors des exercices de l'Otan, ils ont aussi besoin de ces munitions durant leurs exercices quotidiens. Elles sont nécessaires pour qu'ils puissent se faire la main sur le matériel et participer à la dissuasion au niveau international. Car pour être en mesure de pouvoir opérer à brève échéance, les réflexes doivent être là, au plus vite. »

Pour parer au plus pressé, pourquoi ne pas emprunter aux voisins ? Le socialiste André Flahaut, ministre de la Défense de 1999 à 2007, observe non sans ironie le mauvais tour joué par le président américain Donald Trump aux Atlantistes acharnés, parmi lesquels figure le nationaliste Theo Francken.

Il se réjouit de voir que le plan stratégique Star qui définit les priorités de la Défense jusqu'en 2030 et adopté sous l'égide de la socialiste Ludivine Dedondt, figure dans la note politique du nationaliste flamand. Mais il craint aussi que le gouvernement De Wever n'achète à tort et à travers. Selon André Flahaut, « il faut trouver des accords avec nos autres partenaires, comme nous l'avons fait avec l'avion de transport militaire A400M en collaboration avec les Luxembourgeois. Le tout, en sauvant la mise aux industriels via l'assurance d'une production suffisante. »

Aller plus loin que l'Otan

Que faut-il acheter ? Où placer les limites ? Peut-on se contenter de certaines armes et compter sur celles du partenaire voisin quant au reste ? « On pourra demander le cas échéant des missiles à la Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, mais ça ne peut être qu'une solution ponctuelle », estime un officier.

Marc Thys est plus catégorique encore : « Compter sur l'Allemagne et ses batteries antiaériennes pour stopper un missile destiné à frapper la Belgique n'est pas crédible. Tout simplement



parce qu'il suffira qu'un sous-marin russe appareille à Mourmansk pour la mer du Nord d'où il tirera un missile. Dans l'urgence, la Belgique seule pourra l'arrêter, à condition qu'elle ait le matériel *ad hoc* pour protéger son territoire. »

Selon cet autre gradé, la Belgique aurait tort de s'en tenir aux exigences de l'Otan. Elle doit aller plus loin dans le réarmement pour protéger son propre territoire, comme le prévoit l'article 3 du Traité de l'Atlantique nord. « A court terme », dit-il, « il est urgent de se procurer des missiles et des roquettes, mais aussi des munitions antichars. De quoi protéger également les ports de Zeebrugge et d'Anvers, Gand, les écluses du canal Albert, les sites énergétiques, les hôpitaux via des systèmes de surveillance ou des systèmes robotiques. Mais le gouvernement ne va pas dans ce sens. Ce que l'on a ne suffira pas à protéger Google à Saint-Ghislain, le réseau sécurisé de transactions financières Swift à La Hulpe, le dépôt de produits pétroliers de Feluy, l'Otan, les institutions européennes, etc. »

Et les bunkers ? Le pays en compte 600 qui datent pour l'essentiel des deux guerres mondiales. « Sur une base militaire, ils ne servent plus à grand-chose en raison des obus perforants aujourd'hui employés par les armées », constate le politologue André Dumoulin. « Quant aux civils », fait valoir Marc Thys, « ils devront si besoin se rabattre sur les parkings souterrains heureusement nombreux dans le pays. Mais nous sommes plus de 11 millions sur un territoire étroit. »

Capacité « cyber »

Dans le domaine crucial de la lutte au sein du « cyberspace », la Défense a également du chemin à parcourir pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés. Créé en 2022, le Cyber Command fait désormais figure de composante à part entière au sein de l'armée, regroupant sous la coupole du SGRS (le renseignement militaire) son savoir-faire en la matière. Une évolution nécessaire pour répondre plus efficacement aux défis posés par la « guerre hybride », qu'il s'agisse de contrer des attaques informatiques ou de lutter contre des opérations de désinformation menées par des acteurs étrangers.

Les chiffres concernant les effectifs de

Les stocks (de munitions) sont vides, faute d'avoir été alimentés depuis la fin de la guerre froide en dépit des avertissements adressés par l'Otan à la Belgique

Un gradé

”